

# Éditorial

Éric FOURNIER

Vice-président délégué à l'environnement, au développement durable, à l'énergie et aux Parcs Naturels Régionaux au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,  
Président de la communauté de communes vallée de Chamonix-Mont Blanc,  
Maire de Chamonix

Respirer un air qui ne nuise pas à la santé, comme d'autres paramètres essentiels à notre bien-être est une aspiration légitime de tout un chacun. Cette revendication n'est pas nouvelle, elle est même exprimée comme majeure par les habitants, notamment dans notre région. Mais depuis quelques années, grâce aux améliorations des connaissances apportées par les différents observatoires et programmes scientifiques, nous connaissons mieux les impacts de l'air que nous respirons dans les domaines de la santé, de la dégradation des milieux et, finalement, sur leurs conséquences économiques qui sont plus que significatives : le retour à une meilleure qualité de l'air serait source de mois de vie gagnés pour chacun de nous, et formidable levier économique, tant au niveau régional que national, voire international. Après les constats vient le temps de l'action, qui nécessite d'être créatifs pour accompagner intelligemment ce projet de société, qui passe par l'innovation, tant technologique que sociétale.

Au travers des nouvelles compétences qui lui ont été conférées, notamment en matière de politique de l'air et de l'énergie, notre région a un rôle à jouer dans cette mutation, de par sa taille et son parcours. Elle ne le fera pas seule, évidemment, mais avec les acteurs travaillant sur le territoire et en s'appuyant sur des acquis déjà importants et des atouts forts :

- des observatoires qui mesurent, analysent, fournissent des données et évoluent vers l'accompagnement des différents acteurs dans l'évaluation de leurs actions ;
- une collaboration féconde et organisée entre les milieux académiques et le monde industriel, encouragée par les dispositifs régionaux et les pôles de compétitivité notamment ;
- une orientation de découplage des politiques air et énergie, la volonté de mise en place de politiques transversales, permettant de privilégier des actions apportant un cobénéfice ;
- un milieu scientifique riche et dynamique dans ces domaines, et qui gagnerait encore à s'hybrider davantage, notamment pour explorer les aspects sociologiques et économiques ;
- une position géographique transfrontalière, nous poussant aux collaborations avec nos amis suisses et italiens, ce qui est un enrichissement plutôt qu'une contrainte. Les contacts sont par ailleurs de plus en plus fréquents avec les pays de l'Asie ou de l'Afrique, qui ne manquent pas de s'intéresser à notre expérience dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique, tant sur le plan technique qu'institutionnel ou réglementaire.

Ce numéro de *Pollution Atmosphérique*, orchestré par l'APPA, pionnière de ces questions dès 1958 et qui continue de jouer un rôle essentiel de circulation de la connaissance sur la pollution atmosphérique, donne de nombreux exemples de cette fécondité de notre région sur ce sujet. L'ADEME comme le MEEM, au travers des programmes nationaux, sont des partenaires majeurs pour le développement de la connaissance et le soutien des actions, notamment expérimentales. Mais seuls les habitants d'un territoire peuvent réellement l'amener vers une telle mutation, en se saisissant des opportunités et en les mettant en œuvre de manière spécifique à leur cadre de vie.

En tant qu'élu de la vallée de l'Arve, je mesure assez la fragilité géographique de notre région vis-à-vis de la qualité de l'air avec

son territoire de montagne étendu, mais je connais aussi l'importance de la préservation d'une bonne qualité de l'air au travers de son activité touristique. Les couloirs de transports qui sillonnent la région comme les activités industrielles, souvent montrés du doigt, doivent participer pleinement à cette mutation qui s'offre à nous. Si j'ajoute les problèmes spécifiques tels que l'allergie à l'ambrosie, je complète le tableau des défis à relever.

Nous sommes à la croisée des chemins : si nous sommes capables de capitaliser sur nos atouts, de décloisonner les disciplines, de jouer de l'hybridation entre acteurs, de sélectionner

le meilleur de nos innovations, notamment dans le numérique, de donner sa chance au facteur humain autant que technique, nous pourrions transformer en chance économique ce que nous avons considéré comme un handicap. La créativité des acteurs du territoire, que met en avant ce numéro, leur capacité à travailler ensemble et à innover donnent tout lieu d'espérer que notre région, bien que touchée par les problèmes de qualité de l'air, est en pleine résilience et fer de lance d'une économie qui rime avec bonne qualité de l'air.